(1)

(N° 151.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 MARS 1882.

Modifications de la limite séparative des deux cantons de justice de paix
de Liège.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSEURS,

L'axe de l'ancien lit de la Meuse a continué, depuis le redressement du cours de cette rivière sur le territoire de Liège, à former limite entre le 1^{er} et le 2^e canton de cette ville.

La création du quartier dit : *Ile de commerce*, sur les terrains à bâtir s'étendant de l'un et de l'autre côté de l'axe rend nécessaire l'établissement d'une nouvelle délimitation des deux cantons, sur cette partie du territoire. Les autorités judiciaires consultées estiment qu'il y a lieu d'attribuer le nouveau quartier au 2^e canton, en reportant la ligne séparative des deux cantons au lit actuel de la Meuse.

Le Conseil provincial a émis un avis dans le même sens, le 21 décembre dernier.

Le projet de loi qui vous est soumis a pour but de réaliser ce changement. La délimitation proposée se justifie entièrement par des considérations topographiques.

Le Ministre de la Justice,

JULES BARA.

PROJET DE LOI.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

À tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le nouveau quartier dit : *Ile de commerce*, à Liège, est incorporé au 2^e canton de cette ville.

La limite séparative des deux cantons de la ville est reportée, sur ce point du territoire, de l'axe de l'ancien lit à l'axe du lit actuel de la Meuse.

ART. 2.

Les causes afférentes au quartier pour lequel l'article 1^{er} dispose et dont le juge de paix du 1^{er} canton serait régulièrement saisie seront continuées devant lui.

ART. 3.

La présente loi sera obligatoire le lendemain du jour de sa publication.

Donné à Bruxelles, le 22 mars 1882.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

JULES BARA.